

meeting de masse à lima

avec hugo blanco

Nous publions ci-dessous la déclaration faite le 5 janvier par le Comité américain pour la justice pour les prisonniers politiques latino-américains (United States Committee for Justice to Latin American Political Prisoners) (déclaration parue dans *Intercontinental Press* et *The Militant*).

Une dépêche de l'agence Reuter, venant de Lima (Pérou) et datée du 22 décembre, annonçait qu'Hugo Blanco se trouvait parmi les « quelque 100 prisonniers politiques » libérés ce jour. La dépêche était très courte. Elle ne mentionnait aucun nom en dehors de celui d'Hugo Blanco et la nouvelle bénéficia de très peu de publicité aux Etats-Unis. Le *New York Times* lui-même ne l'imprima que dans une de ses premières éditions.

Grâce à ses propres sources, l'USLA fut à même de vérifier la nouvelle. Un ami de l'USLA à Lima envoya des coupures de journaux, et finalement un de nos partisans nous appela pour nous dire qu'il avait réussi à parler avec Hugo Blanco au téléphone.

Le gouvernement du général Velasco Alvarado avait signé le décret d'amnistie le 21 décembre. Outre Hugo Blanco, il concernait les fameux révolutionnaires Hector Bejar et Ricardo Gades.

Le quotidien de Lima *Correo* publia le 23 décembre la liste des autres prisonniers libérés :

Gerardo Benavides, Pedro Candela, Armando Freyre, Omar Benavides, Antonio Meza, Adolfo Calderon, Miguel Tauro, Abelardo Collantes, Mario Calle, Marcelino Fonken, Elio Portocarrero, Corilo Mendoza, John Suarez, Mario Cossi, Eduardo Espinoza, Ernesto Alvarez, Oscar Ramos et Sandro Mariategui.

Au moins quatorze prisonniers politiques sont toujours en prison, à commencer par un révolutionnaire argentin, Eduardo Creus, qui sort d'une maladie ayant nécessité son transfert à l'hôpital pénitencier de Callao, le port de Lima.

Creus a été arrêté en 1962 sous l'inculpation de complicité dans le hold-up d'une banque de Lima par des étudiants qui voulaient se procurer des fonds pour la lutte de guérilla péruvienne.

Les accusés dans l'affaire du hold-up ne passèrent en jugement qu'en juin 1967. Bien que reconnus coupables, la plupart d'entre eux furent immédiatement relâchés, ayant passé en prison un nombre d'années correspondant aux peines prononcées.

Creus, quant à lui, avait été précédemment condamné pour sa participation, avec Hugo Blanco, à l'organisation des syndicats paysans de la vallée de la Convencion. Aussi ne fut-il pas libéré en même temps que les autres accusés dans l'affaire de la banque.

Au téléphone, Hugo Blanco dit qu'il avait entendu parler de l'amnistie par d'autres prisonniers qui en avaient entendu l'annonce à la radio.

Tout d'abord aucun des prisonniers ne crut à la nouvelle. Blanco lui-même pensa que ce pouvait être une farce cruelle.

Le matin du 22 décembre, Blanco n'était toujours pas prêt à y croire. Sa femme, Blanca, et son fils de sept ans, Champimayo, vinrent le voir et lui apprirent la nouvelle.

Hugo n'était pas d'accord avec sa compagne. « Pourquoi as-tu dit cela au garçon... tout d'un coup, ils ne me laisseront plus partir et il en souffrira beaucoup. »

Juste après, l'ordre arriva d'amener ceux dont le nom se trouvait dans la liste ci-dessus au Palais de Justice.

Les prisonniers politiques de l'île du Fronton touchés par l'amnistie furent amenés à l'embarcadere de la prison. Là une foule de prisonniers leur dit au revoir et leur souhaita bonne chance au moment où ils s'embarquaient. Le bateau les amena à Callao, et de là à la petite maison de détention du Palais de Justice. De la maison de détention ils furent transportés à la prison de Lurigancho d'où ils furent relâchés plus tard dans la journée.

Blanco se rendit immédiatement au bureau de la prison centrale de Lima pour se renseigner sur le sort de son camarade Eduardo Creus et demander pourquoi lui, n'avait pas été libéré. Les autorités dirent à Blanco que Creus ne serait pas libéré car ce n'était « pas un prisonnier politique ».

Blanco se rendit également au Ministère de l'Intérieur pour discuter du problème avec les autorités supérieures, mais elles refusèrent de le recevoir. Un comité de défense fut en conséquence mis en place à Lima pour Creus et les autres militants encore emprisonnés, qui commença immédiatement à distribuer de la documentation expliquant pourquoi c'étaient des prisonniers politiques et pourquoi eux aussi devraient bénéficier d'une amnistie immédiate.

Blanco expliqua la mesure d'amnistie à laquelle s'opposèrent certains journaux bourgeois (notamment *La Prensa*) par la campagne internationale de défense des prisonniers politiques.

Une cause immédiate, dit-il, fut le désir du gouvernement Velasco de gagner le soutien populaire des masses péruviennes. Ce qui pouvait se faire à moindre prix en libérant des prisonniers politiques qu'en accordant des hausses de salaires ou autres concessions économiques.

souffrance physique ».

« Bien que cela puisse vous sembler peu croyable, j'en suis à réapprendre à voir, à entendre, à traverser les rues.

« Tout ce que je veux faire de façon immédiate, c'est exiger la libération de Creus et des cinq autres camarades encore en prison. Je veux aussi ajouter ma voix à la campagne mondiale pour arracher les patriotes basques aux griffes de Franco. Au Mexique également, il y a des prisonniers politiques, comme Jose Revueltas, et toutes sortes de patriotes pourrissant dans les prisons des dictatures militaires d'Amérique Latine ».

En ce qui concerne la tendance politique qu'il représente au Pérou, Hugo Blanco déclara :

« Mon groupe politique a fait une analyse de la situation nationale. J'adhère à ses conclusions. Néanmoins, il faut reconnaître qu'un changement s'est produit dans la situation, si bien qu'on peut maintenant la caractériser comme du réformisme capitaliste. Je ne peux prononcer un jugement définitif étant donné ce phénomène de désorientation qui me permet difficilement de coordonner mes vues. J'ai la sensation d'arriver tout juste de la lune et de redécouvrir cette planète ».



Hugo Blanco interviewé à Lima après sa libération

Le combattant révolutionnaire demanda que le message suivant soit adressé à l'USLA et à ses partisans :

« Je veux remercier toutes les organisations et personnes qui ont participé à la campagne de plusieurs années pour ma libération. Ils m'ont sauvé la vie au moment du procès et maintenant ils ont obtenu ma libération. Je demande à tous ceux auxquels j'exprime ma gratitude de lancer aujourd'hui une campagne en faveur d'Eduardo Creus et des autres militants qui sont encore en prison. Je leur demande de lutter de la même façon qu'ils l'ont fait pour obtenir ma liberté ».

Le numéro du 24 décembre de l'hebdomadaire de Lima *Oiga* a publié une interview accordée par Hugo Blanco à Federico Garcia. Le correspondant d'*Oiga* voulait savoir comment se sentait Hugo Blanco après sept ans et sept mois passés en prison, dont toute une période dans un complet isolement.

« Tout d'abord », répondit Blanco, « vous devez comprendre que je suis complètement désorienté. Mon univers, tout mon univers, se réduisait à la prison. Il est difficile de retrouver le sentiment de la liberté. Tout semble nouveau, différent ».

Cette sensation parut augmenter à mesure que Blanco parlait. Il lui devint de plus en plus difficile de s'exprimer. Néanmoins, il réaffirma ses conceptions de base avec la plus grande fermeté.

« Je ne crois qu'à la révolution socialiste », dit-il. « Je suis un militant du mouvement trotskyste ; et sans doute le serai-je toujours ».

Hugo Blanco, continue Garcia, était particulièrement reconnaissant de la solidarité qui s'est manifestée envers lui tant au Pérou qu'au niveau international.

« Cette solidarité montrée par les organisations populaires tant à Lima qu'à Londres ou Paris, m'a aidé à surmonter le sentiment de solitude et les moments difficiles. C'est extraordinaire de recevoir des messages de soutien et même des chèques venant de gens que vous ne connaissez pas, écrits dans des langues étrangères, qui vous font sentir que vous n'êtes pas seul. C'est comme une poignée de main dans une lettre. La solidarité consciente des travailleurs est une grande et belle chose ».

Interrogé sur ses projets, Hugo Blanco répondit :

« Je vais retourner immédiatement à Cuzco. Il me faut surmonter ce sentiment de désorientation qui est presque une

Le Comité de Défense des Droits de l'Homme (CODDEH - Comité de Defensa de los Derechos Humanos), qui dirigea la campagne au Pérou pour la libération des prisonniers, se réjouit de la grande victoire obtenue.

L'amnistie, fit remarquer le CODDEH, est inconditionnelle.

Le CODDEH organisa un rassemblement monstre à Lima le 30 décembre pour fêter la victoire.

Quelque 10.000 personnes y assistèrent et entendirent des discours prononcés par les prisonniers libérés. Hugo Blanco parla des problèmes de la paysannerie et de la nécessité d'une véritable et profonde réforme agraire. Il parla ensuite de son camarade et compagnon de cellule, Eduardo Creus, et des autres prisonniers politiques qui pourrissent toujours dans les geôles du Pérou, et réclama leur libération.

Il reçut une énorme ovation et fut emporté en une marche triomphale sur les épaules de la foule en liesse.

V
I
E
N
T

D
E

P
A
R
A
I
T
R
E

